MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

ÉTUDE COMPARATIVE INTERNATIONALE

Le régime économique de la presse écrite : état des lieux et pistes d'évolution

Les services économiques de huit pays ont été sollicités pour réaliser un travail de parangonnage concernant le régime économique de la presse écrite. Cinq des huit pays sont européens (Autriche, Espagne, Grèce, Pologne et Suède) et possèdent de nombreuses similitudes avec le cas français. Les trois autres pays (Australie, Corée du Sud et Japon) sont en revanche plus éloignés du modèle occidental de soutien à la presse mais en tant que régimes démocratiques, des points communs sont à noter. Les travaux s'intéressaient principalement à trois aspects : (i) les enjeux actuels de la presse écrite, (ii) les modalités d'attribution d'aides publiques de ce secteur, (iii) les limites et pistes d'évolutions envisagées pour accompagner l'évolution de ce type de presse.

La presse écrite connaît de profondes mutations depuis les années 2000

Une structuration de la presse écrite qui diffère selon les pays …

La structure capitalistique des entreprises de presse varie d'un pays à l'autre, mais des tendances similaires émergent.

Le modèle économique de la presse écrite est très variable d'un pays à l'autre. Depuis les années 2000, les revenus publicitaires représentent la plus grande part des chiffres d'affaires des médias, avec une contribution moindre des abonnements et d'autres sources de revenus. Si, dans la majorité des pays, l'organisation de la distribution physique de la presse écrite est généralement fixée par la loi, dans tous les pays étudiés le secteur reste néanmoins une activité marchande concurrentielle privée.

Dès lors une concentration des grands médias de la presse écrite s'observe dans la majorité des huit pays étudiés. En Australie, par exemple, le paysage médiatique est dominé par quelques grandes entreprises telles que Nine Entertainment et News Corp, avec des parts de marché estimées à 29 % et 26 % respectivement, tandis qu'en Autriche, Mediaprint et Styria Media Group occupent une position similaire. De la même manière, en Suède, le marché de la presse est dominé par trois principaux acteurs : Bonnier, Schibsted et NTM Media. Au Japon, les principaux actionnaires des entreprises de presse sont des associations d'actionnaires salariés. La presse coréenne est majoritairement détenue par des patrons ou des familles. Cette concentration capitalistique de

la propriété des médias soulève des préoccupations concernant l'indépendance éditoriale et la diversité des opinions. Mais ce modèle est aussi celui qui a permis de s'adapter à la numérisation des pratiques.

… mais des défis communs du fait de la transition numérique.

Dans des proportions variables selon les pays, les enjeux de la presse écrite depuis une décennie sont similaires. En effet, les grandes entreprises propriétaires des principaux médias de presse écrite font face à des défis communs, tels que la migration vers les plateformes d'information en ligne, la baisse des revenus publicitaires et des ventes d'abonnements, et la concurrence avec les médias numériques. Ces défis sont exacerbés par la transition numérique, qui affecte l'ensemble du secteur de la presse écrite, avec une préférence croissante des consommateurs pour les informations en ligne et les réseaux sociaux.

De plus, la presse locale, traditionnellement essentielle pour la diffusion de l'information, est confrontée à des défis croissants, tels que la baisse constante de la diffusion et du lectorat. Dans les cinq pays européens étudiés, la diminution des ventes de journaux imprimés s'est traduite par une baisse moyenne de 55 % entre 2000 et 2020, avec la Grèce enregistrant la plus forte baisse de l'ordre de 72 %. Dans les trois pays extra-européens (Corée du Sud, Japon et Australie), la diminution des ventes de journaux imprimés a été de l'ordre de 60 % en moyenne sur la même période.

Face à ces défis, la majorité des pays articulent soutiens directs et indirects à la presse écrite

Le soutien direct, permettant un ciblage des acteurs à soutenir, est privilégié

Le pluralisme de la presse constitue un enjeu démocratique majeur. Pour soutenir la presse face à ces défis, de nombreux gouvernements ont mis en place des dispositifs d'aides. En Autriche, l'État a versé 47,5 millions d'euros d'aides directes à la presse en 2023, avec un projet de réforme du financement public des médias comprenant une enveloppe supplémentaire de 20 millions d'euros pour le « journalisme de qualité ». En Corée du Sud, le budget du Fonds de développement de la presse régionale a été révisé à la hausse en janvier 2024, passant à 8,2 milliards de wons, soit environ 5,7 millions d'euros, suite à des critiques et des demandes d'évolution du secteur. En Suède, un nouveau dispositif d'aides a été mis en place en 2024, axé sur le soutien à la presse locale et régionale, bien que des préoccupations subsistent quant à la stabilité et à la prévisibilité du système. En Espagne, le gouvernement a débloqué une enveloppe de 30 millions d'euros pour soutenir les médias numériques indépendants en 2023, avec une augmentation prévue de 15 % pour 2024. En Grèce, le soutien direct à la presse est principalement axé sur la modernisation des infrastructures et l'adaptation au numérique, avec une allocation budgétaire de 25 millions d'euros pour 2023. Le Japon ferait toutefois figure d'exception, le soutien public étant exclusivement réservé au NHK, ou Nippon Hōsō Kyōkai en japonais, une société de radiodiffusion publique du Japon en charge de la presse écrite gouvernementale. Ces initiatives diverses visent à préserver la diversité de la presse écrite et à garantir son rôle démocratique dans la société.

Le soutien indirect permet d'orienter et d'accompagner les mutations de la presse écrite

Le soutien indirect à la presse écrite se manifeste également à travers des politiques fiscales avantageuses, telles que des réductions d'impôts pour les entreprises de presse ou des taux de TVA réduits sur les produits médiatiques. En Pologne, par exemple, les journaux bénéficient d'une TVA réduite à 5 % tandis que les magazines bénéficient d'un taux de 8 %. En Corée du Sud, les entreprises de presse peuvent bénéficier de crédits d'impôt pour les dépenses de recherche et développement liées à l'innovation numérique. En Australie, des subventions sont accordées aux médias régionaux pour soutenir la couverture d'événements locaux et la diversité des voix. Ces mesures, plus difficilement quantifiables en termes d'impacts, visent à renforcer la compétitivité et la viabilité économique de la presse écrite dans un contexte de changement structurel des pratiques.

Malgré les limites soulevées, ces systèmes d'aides publiques peinent à évoluer

Les obstacles à l'évolution des systèmes d'aides publiques à la presse écrite

Malgré les efforts déployés par certains gouvernements pour soutenir la presse écrite, des obstacles persistent quant à l'évolution des systèmes d'aides publiques. En effet, dans de nombreux pays, les discussions politiques autour du financement de la presse sont souvent polarisées et sujettes à des enjeux idéologiques. Ainsi, les réformes visant à ajuster les aides à la presse rencontrent souvent une opposition politique importante, notamment en ce qui concerne la répartition des ressources entre médias nationaux et locaux. De même, la forte dépendance du paysage médiatique aux intérêts privés implique que les propositions de soutien accru à la presse écrite se heurtent souvent à des arguments en faveur du libre marché et de la non-ingérence gouvernementale.

Par ailleurs, la complexité des modèles économiques de la presse écrite et la diversité des acteurs impliqués rendent difficile la mise en œuvre de réformes structurelles. Par exemple, dans certains pays, la presse écrite est fortement dépendante des recettes publicitaires, ce qui pose des défis particuliers en termes de diversification des sources de revenus. En Grèce, où les recettes publicitaires représentent plus de 70 % des revenus des médias, la baisse des investissements publicitaires a eu un impact significatif sur la viabilité économique de la presse. De même, au Japon, où les recettes publicitaires ont chuté de près de 30 % entre 2010 et 2020, les médias traditionnels ont été contraints de réduire leurs effectifs et de repenser leurs stratégies de financement.

Des perspectives hétérogènes d'évolution des systèmes d'aides publiques à la presse écrite

Malgré ces défis, plusieurs pays explorent des pistes d'évolution pour renforcer le soutien ainsi que la lisibilité des aides à la presse écrite tout en garantissant sa viabilité économique et son indépendance éditoriale. En Australie, par exemple, malgré la faiblesse des aides publiques à la presse écrite, des discussions ont émergé sur la nécessité d'introduire des incitations fiscales pour encourager les investissements dans les médias locaux et régionaux. En Corée du Sud, des efforts sont déployés pour moderniser les politiques d'aides à la presse afin de mieux répondre aux besoins du secteur dans un contexte de numérisation rapide. À cet égard, le gouvernement coréen envisage de mettre en place un fonds spécial pour soutenir les initiatives de journalisme d'investigation et les médias indépendants.

Par ailleurs, certains pays cherchent à renforcer la transparence et l'efficacité des dispositifs d'aides publiques à la presse écrite. Des appels à une meilleure évaluation de l'impact de ces aides et à une répartition plus équitable des ressources entre médias ont été lancés dans plusieurs pays. Ainsi en Suède, où les aides publiques à la presse locale et régionale représentent une part importante du financement du secteur, des initiatives visant à améliorer la gouvernance et la reddition de comptes des organismes de soutien ont été mises en œuvre. La majorité des huit pays à l'étude semblent par ailleurs dotés d'une agence spécifique de contrôle des aides à la presse écrite dont le rôle semble souvent prégnant en termes de nouvelles orientations, de lisibilité et transparence budgétaire.

Si la presse écrite rencontre des défis similaires dans l'ensemble des huit pays à l'étude, il n'existe pas de dynamique commune intra ou extra européenne qui puisse se dégager à ce stade de ce parangonnage. La numérisation des pratiques et le renforcement de la lisibilité budgétaire des aides à la presse écrite apparaissent comme deux enjeux prioritaires dont les réponses dépendent des pays étudiés. Ces perspectives reflètent la nécessité pour les gouvernements et les acteurs du secteur de la presse écrite de s'adapter aux évolutions rapides du paysage médiatique tout en préservant les principes fondamentaux de la liberté de la presse et de la démocratie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau PILOT

Rédaction : SER d'Australie, SE d'Autriche, SE de Corée, SER d'Espagne, SER de Grèce, SER du Japon, SER de Pologne, SER de Suède.

Date : Mai 2024